



**PRÉFÈTE  
DU GARD**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
Cellule Risques Anthropiques  
89 rue Weber  
CS 52 002  
30 907 NÎMES CEDEX 2

Nîmes, le 16/08/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/08/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SOLARYS**

50 avenue Robert Gourdon  
30 600 VAUVERT

Références : SC/2023-08-529  
Code AIOT : 0006600802

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/08/2023 dans l'établissement SOLARYS implanté 50, avenue Robert Gourdon – 30 600 Vauvert. L'inspection a été annoncée le 01/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'est déroulée dans le cadre de la mise à jour de l'arrêté préfectoral complémentaire n°19-021 du 13 août 2019 relatif aux mesures à prendre en période de sécheresse.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOLARYS
- 50, avenue Robert Gourdon – 30 600 Vauvert
- Code AIOT : 0006600802
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

La société SOLARYS (précédemment SAINT-MAMET) est spécialisée dans la production de fruits au sirop, de compotes, de desserts de fruits et de confitures. L'activité de l'établissement est saisonnière, de mi-juillet à début décembre, correspondant à la période de réception des fruits frais.

Les installations de production se composent de 11 lignes de fabrication telles que :

- 4 lignes de fruits au sirop,
- 4 lignes de compotes,
- 2 lignes de confitures,
- 1 ligne de purée de fruits.

Les installations sont régulièrement autorisées par l'arrêté préfectoral n°08.002N du 3 janvier 2008 autorisant la poursuite de l'exploitation de l'usine de Vauvert, ainsi que par l'arrêté préfectoral complémentaire n°2021-053 du 4 août 2021 mettant à jour le classement du site et renforçant les dispositions relatives à la prévention de la pollution des eaux et des risques technologiques dans le cadre de la directive IED.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Prélèvement et consommation d'eau

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées,
  - les observations éventuelles,
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées,
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité.  
Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :



Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite qui avait été donnée	Autre information
1	Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté préfectoral du 03/01/2008 Article 4.3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a permis de faire un point de situation sur les consommations annuelles d'eau de l'usine ainsi que sur les mesures d'économie d'eau déjà mises en places et les actions de réduction prévues pour cette saison 2023.

### 2-4) Fiches de constats

#### N°1 : Prélèvement et consommation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 03/01/2008 – Article 4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, débits journaliers
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les besoins en eaux de l'établissement sont satisfaits à partir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– de l'eau de la ville de Vauvert,</li> <li>– du canal de la compagnie Bas Rhône Languedoc (BRL),</li> <li>– d'un forage dans la nappe souterraine de la Vistrenque.</li> </ul> <p>La consommation d'eau est limitée à 900 000 m<sup>3</sup>/an. Les installations de prélèvement sont munies chacune de totalisateurs.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant relève quotidiennement les quantités d'eau prélevée sur un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constat :</b></p> <p>Les prélèvements d'eau dans le réseau AEP et dans le canal BRL sont reportés quotidiennement dans un fichier de suivi. Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté ce fichier qui comprend les consommations d'eau des deux sources d'approvisionnement de l'établissement depuis 2018. En 2022, l'établissement a consommé 143 392 m<sup>3</sup> d'eau provenant du réseau d'alimentation en eau potable et prélevé 245 909 m<sup>3</sup> d'eau dans le canal BRL.</p> <p>L'inspection constate à la lecture du fichier, que certains jours, voire plusieurs jours consécutifs, les volumes d'eau prélevés sont manquants.</p> <p>→ <b>L'inspection rappelle à l'exploitant que les compteurs d'eau doivent être relevés tous les jours.</b></p> <p>Ce point sera vérifié lors de la prochaine inspection qui aura lieu fin septembre dans le cadre de l'action nationale sécheresse 2023.</p> <p>Le site dispose également de 4 compteurs divisionnaires au niveau des stérilisateurs, des tours aéroréfrigérantes, des chaudières et des frigos.</p> <p>L'exploitant a fourni à l'inspection la consommation totale de 2022 pour chaque équipement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– eaux de stérilisation : 25 195 m<sup>3</sup></li> <li>– eaux des TAR : 23 168 m<sup>3</sup></li> <li>– eaux des chaudières : 23 103 m<sup>3</sup></li> <li>– eau de dégivrage des frigos : 24 170 m<sup>3</sup>.</li> </ul> <p>→ <b>L'exploitant n'a pas pu indiquer à l'exploitant la fréquence de relevés de ces dispositifs.</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant d'avoir à disposition le jour de la prochaine visite, les registres de suivi de chacun des compteurs divisionnaires.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite